

Lectures

Les comptes rendus

/

2021

Marlène Benquet, Théo Bourgeron, *La finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme*

TOM DUTERME



Marlène Benquet, Théo Bourgeron, *La finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme*, Paris, Raisons d'agir, coll. « Raisons d'agir », 2021, 156 p., ISBN : 979-10-97084-11-0.

Vous pouvez commander cet ouvrage sur le site de notre partenaire Decitre

Texte intégral

- ¹ En un peu moins de 150 pages, cet ouvrage entend défendre une thèse pour le moins ambitieuse : le *Brexit*, tout comme les élections de Trump et Bolsonaro, marque l'avènement d'un nouveau régime politique (« libertarien-autoritaire ») soutenu par les acteurs d'un nouveau mode d'accumulation (la « seconde financiarisation »). À partir du relevé des dons versés en faveur du *leave* et du *remain*, d'articles de presse et des biographies des principaux acteurs, les deux auteurs, sociologues de la finance, proposent ainsi une analyse matérialiste originale,

s'écartant du récit habituel de la « fracture sociale » : selon eux, ce ne sont pas les laissés-pour-compte de la mondialisation qui ont permis le *Brexit*, mais une fraction du patronat financier. Les trois parties de l'ouvrage s'attèlent assez logiquement à démontrer 1) l'émergence d'un nouveau mode d'accumulation et de son groupe social, 2) les raisons et canaux de la prise de position de ce dernier en faveur du *leave*, 3) le projet politico-économique plus large qui en découle... et qui nous attend.

2 Comment rendre compte du *Brexit* ? Pour répondre à cette question, le premier chapitre « aborde les élections par l'étude de leurs financements plutôt que par celle de la psychologie des peuples » (p. 14). Dans leur chronique de l'événement, les auteurs saisissent l'État comme instrument des dominants¹ : si le référendum a eu lieu et le *leave* l'a emporté, c'est qu'ils correspondaient aux intérêts d'un groupe social puissant. Mais lesquels ? Les organisations syndicales, tant salariées que patronales, ainsi que la face la plus visible de la City soutenaient le camp du *remain*. Le relevé des dons versés lors de la campagne permet aux auteurs de mettre en lumière une autre face de la City, responsable de 81,2 % des dons reçus par le *leave*. Selon la catégorisation avancée dans l'ouvrage, cette autre face de la City assemble les acteurs « qui font appel à des placements privés qu'ils investissent pour une durée moyenne dans des actifs hors marchés dont ils prennent le contrôle » (p. 44) – par opposition aux entreprises agissant sur les marchés réglementés pour acquérir des fonds (appel public à l'épargne) et pour les placer dans un portefeuille diversifié de titres (sans prise de contrôle). Il est principalement peuplé par les fonds de capital-investissement², les fonds d'actifs immobiliers et les *hedge funds* – par opposition aux banques, assurances et investisseurs institutionnels (*e.g.* fonds de pension). La source du profit de ces nouveaux acteurs – leur « mode d'accumulation » caractéristique d'une « seconde financiarisation » – leur confère des intérêts différents des acteurs de la première financiarisation qui ont soutenu le *remain*. Plus concrètement, alors que les banques, assurances et investisseurs institutionnels valorisaient le « passeport européen » leur permettant d'étendre leurs activités dans tous les pays membres de l'Union, ces nouveaux fonds aspirent à s'affranchir des réglementations européennes afin de faire de la City une nouvelle plateforme *offshore*.

3 Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Benquet et Bourgeron retracent à grandes enjambées l'évolution des arrangements institutionnels de la City : la première financiarisation des années 1970 sacre, grâce au gouvernement Thatcher, les banquiers et investisseurs institutionnels aux dépens des petites banques nationales et sociétés de courtage familiales (équivalents des charges d'agents de change françaises), tandis que la seconde, poussée par la concurrence des paradis fiscaux, favorise les fonds qui opèrent « de gré à gré », c'est-à-dire hors des marchés réglementés. Étant donné que « les positions des États européens sur le Brexit [...] sont influencées par la puissance des différents pôles d'accumulation qui composent leur système financier » (p. 75), la victoire du *leave* signale la prise de pouvoir des *hedge funds* au Royaume-Uni, alors que l'attitude conciliante du gouvernement allemand dans les négociations reflète les intérêts de ses entreprises exportatrices. Les auteurs poursuivent ensuite leur chronique des événements succédant au vote, en reliant les tensions politiques internes au Parti conservateur aux forces économiques en présence. L'échec de Theresa May, puis la nomination de Boris Johnson seraient ainsi l'expression, sur la scène politique, d'une bataille entre intérêts économiques finalement remportée par les fonds deuxième génération : dès son entrée en fonction, l'équipe de Boris Johnson aurait eu pour objectif de « construire un nouvel arrangement institutionnel qui garantisse la maximisation des profits des acteurs de la seconde financiarisation » (p. 95).

4 Plus qu'une alliance conjoncturelle, la prise de position des *hedge funds* et fonds de capital-investissement relèverait dès lors d'un projet cohérent que présente la troisième partie du livre. Pour dégager les traits de ce programme politique, les auteurs ne recourent plus aux déclarations des acteurs : « ce n'est pas en les écoutant que l'on a appris ce dont ils ne veulent pas [...], mais en suivant l'argent qu'ils étaient

prêts à dépenser pour quitter l'Union » (p. 112). Or, cet argent fut destiné à la production proprement idéologique des *think tanks* composant le réseau « Tufton Street » : depuis les années 2000, ces organisations ont élaboré les idées qui soutiennent la seconde financiarisation. Le projet politique qui en découle serait le « libertarianisme autoritaire ». Sur le plan économique, il se traduit par un anti-interventionnisme qui s'étend à toutes les sphères d'activité et qui, contrairement au néolibéralisme à l'origine des institutions européennes, ne tolère plus aucune régulation interétatique (d'où le sous-titre de l'ouvrage). Sur le plan politique, il vise la réduction des droits sociaux et la répression des mouvements contestataires. Ce deuxième axe doit permettre de limiter les mécanismes de redistribution et de contenir les tensions sociales qui perturbent les affaires en particulier celui d'appropriation du vivant : « le mot d'ordre des acteurs de cette nouvelle phase d'appropriation pourrait être ainsi résumé : qu'on nous laisse donc déposséder en paix » (p. 134). C'est donc assez logiquement que l'épilogue – « Vers la guerre » – prévoit une intensification des conflits au Nord dont l'issue dépendra des futurs rapports de force.

- 5 Au terme de l'ouvrage, Benquet et Bourgeron peuvent laisser l'impression d'avoir voulu en faire trop avec trop peu. Les matériaux empiriques exploités apparaissent en effet légers pour attester tant de phénomènes sociaux : l'émergence d'un nouveau moteur de croissance économique, la fédération d'acteurs en un groupe social capable d'agir comme un seul homme, le processus de prise de décision au sein des institutions politiques britanniques, les modalités de traduction d'intérêts économiques nationaux dans les relations européennes... À tel point que les auteurs doivent souvent court-circuiter l'explication, en s'appuyant sur leurs hypothèses analytiques d'inspiration matérialiste sans pouvoir les étayer de façon convaincante. On peut donc regretter que cette enquête n'ait pas porté sur l'une de ces problématiques, suivie « de plus près ». Par exemple, il serait pertinent de discuter davantage les critères de démarcation entre acteurs de la première et seconde financiarisation : le fait d'opérer dans ou en-dehors des marchés réglementés est-il vraiment structurant ? Étant donné que les banques sont également actives dans les transactions de gré à gré et que plusieurs importants gérants de *hedge funds* investissent dans des sociétés cotées³, il est permis d'en douter. Tout comme il est permis de douter que la frileuse régulation européenne des activités hors-marché ait été suffisante pour rallier les professionnels du secteur au camp du *leave*⁴. Ces doutes ne disqualifient bien sûr pas le propos des auteurs, mais appellent à un rééquilibrage entre ambition explicative et matériaux empiriques.

Notes

1 Ils se distancient toutefois d'autres travaux critiques en reconnaissant la contrainte de légitimité à laquelle cette instrumentalisation est soumise : « l'État agit dans un contexte de double dépendance aux classes dominantes, dont il institutionnalise la puissance, et à la population qu'il gouverne, dont il tire sa légitimité » (p. 27).

2 Ces fonds investissent dans des sociétés non cotées en bourse dont ils restructurent le management afin d'augmenter la rentabilité. Les auteurs ont retracé leur émergence en France, dans Benquet Marlène, Théo Bourgeron, « Accumuler le capital. Sociohistoire du capital-investissement en France, 1982-2017 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 229, n° 4, 2019, p. 46-71.

3 Ainsi, Crispin Odey, l'un des quatre principaux donateurs de la seconde financiarisation, gère le fonds *LF Odey Opus Fund I Accumulation* qui se compose principalement d'actions et obligations de sociétés cotées.

4 Frédéric Lordon, cité à de nombreuses reprises dans l'ouvrage, ne partageait en tous cas pas cette analyse lors de l'entrée en vigueur des principaux règlements et directives (Voir Lordon Frédéric, « La régulation bancaire au pistolet à bouchon », *Le Monde diplomatique*, 18 février 2013). Sur cette thématique comme sur les autres, il serait également souhaitable de mobiliser les travaux plus « spécialisés » d'histoire financière (e.g. Drach Alexis, « From Gentlemanly Capitalism to Lobbying Capitalism : The City and the EEC, 1972-1992 », *Financial History*

Review, vol. 27, n° 3, 2020, p. 376–396).

Pour citer cet article

Référence électronique

Tom Duterme, « Marlène Benquet, Théo Bourgeron, *La finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 26 mai 2021, consulté le 26 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org.proxy.bib.ucl.ac.be/lectures/49524>

Rédacteur

Tom Duterme

Doctorant en sociologie économique au Centre de Recherche Interdisciplinaire Institutions, Démocratie, Subjectivité (UCLouvain, FNRS). Au carrefour des *Social Studies of Finance* et de l'économie des conventions, ses travaux portent sur les dispositifs sur lesquels s'appuient les opérateurs financiers pour fonder leur politique de placement, tels que les indices boursiers.

Articles du même rédacteur

Jerry Z. Muller, *La tyrannie des métriques* [Texte intégral]

Yuna Chiffoleau, *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale*
[Texte intégral]

Droits d'auteur

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors